

## Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18/12/2018

**PRESENTS** : MM. Galant J., **Bourgmestre, Présidente**,  
Caulier G., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M.,  
Hotton-Vanderbecq S., Pelerieau J., **Echevins** ;  
Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Senecaut M., Robette-Delputte F.,  
Chanoine V., Delhaye J., Dessilly V., Egels E., Decoster C., Nelis C.,  
Danneau F., Wayembergh P. Auquièrre E., Carion M., **Conseillers**,  
Gillard S., **Directeur général**.

**EXCUSE** : Leurident C., conseiller

*Mr Dessilly intègre la séance au point 27*

*Avant d'entamer l'ordre du jour, la Présidente propose le retrait des deux points suivants :*

- *Point 5 relatif à l'adoption d'un règlement de taxe sur les immeubles bâtis inoccupés, exercices 2019 à 2025 : la Présidente explique que ce projet mérite d'être encore quelque peu réfléchi, notamment pour faire en sorte de taxer de manière proportionnée, par exemple, un citoyen souhaitant construire une maison unifamiliale et un promoteur immobilier souhaitant construire un immeuble d'appartements ;*
- *Point 18 relatif à la désignation des représentants communaux au sein de l'Agence Locale pour l'Emploi (ALE) : la Présidente propose à l'assemblée d'approuver la proposition reposant sur la réalisation, sous l'évocation de l'urgence, d'un audit financier sur l'Agence, de telle manière à obtenir une vision claire sur la situation de celle-ci, au regard des différentes informations alarmantes récoltées au cours de l'année 2018. Monsieur Delhaye confirme l'inquiétude de son groupe sur la situation de l'ALE, et à sa question, la Présidente confirme que le report de la désignation des nouveaux représentants devrait permettre à ceux-ci de se baser sur les résultats de l'audit pour entamer l'exercice de leurs fonctions. Cet audit devrait être sollicité en interne, tandis que le Directeur financier communal, ou un bureau d'audit externe, pourraient être impliqués, dans une mesure restant à définir. La proposition de report de ces deux points, ainsi que celle reposant sur la réalisation d'un audit financier sur la situation de l'ALE, sont approuvées à l'unanimité.*

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 3 décembre 2018, partie publique – **approbation.**

*Le procès-verbal de la séance du 3 décembre 2018, partie publique, est approuvé à l'unanimité*

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 26 novembre 2018 – **information**
3. **Finances** – Octroi d'une dotation communale pour les frais de fonctionnement, pour l'exercice 2019, de la Zone de secours Hainaut Centre, pour un montant de 554.449,17€ – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la Loi du 15 mai 2007 relative à la réforme de la sécurité civile et spécifiquement ses articles 51, 67 et 68 ;

Vu la Loi du 31 décembre 1963 sur la Protection civile ;

Vu l'Arrêté royal du 2 février 2009 déterminant la délimitation territoriale des zones de secours ;

Vu l'Arrêté royal du 10 juillet 2013 relatif à la méthode de calcul du nombre de voix dont dispose un conseiller zonal au sein du conseil de la zone de secours ;

Vu les recommandations émises par la Circulaire du 5 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région Wallonne ;

Vu la Circulaire ministérielle du 09 juillet 2012 relative à la réforme de la sécurité civile – prézones dotées de la personnalité juridique ;

Considérant que le conseil de la prézone Hainaut Centre du 24 septembre 2014 a décidé le passage en zone au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

Considérant que le Conseil de la zone Hainaut a décidé de fixer une clef de répartition permettant de déterminer un pourcentage final qui exprimera la contribution communale dans la contribution globale, pourcentage final qui sera atteint progressivement au cours des trois ou cinq années à venir, selon le pourcentage contributif de la commune variant à la hausse ou à la baisse;

Vu la délibération du 21 novembre 2018 du Conseil de la Zone de secours arrêtant le Budget 2019 de la Zone ;

Considérant que la dotation de la commune de Jurbise à la zone s'élève à 554.449,17€ ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 5 décembre 2018, obtenu le 10 décembre 2018, et qu'il s'avère favorable ;

#### **Décide, à l'unanimité :**

**Article 1.** - D'inscrire au budget communal de l'exercice 2019, le montant de 554.449,17 € correspondant à la dotation communale de Jurbise afin de financer la zone de secours du Hainaut Centre.

**Article 2.** - De marquer son accord sur la clef de répartition des dotations communales à la zone de l'année 2019.

**Article 3.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à Monsieur le président de la zone.

#### **4. Finances – Adoption d'un douzième provisoire pour l'exercice 2019 – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Attendu que le Budget communal pour l'exercice 2019 n'est pas clôturé, vu le manque de renseignements nécessaires à l'établissement correct de celui-ci ;

Attendu qu'il n'est donc pas possible au Conseil Communal de voter le Budget de l'exercice 2019 dans les délais prévus par le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation ;

Considérant qu'il est toutefois nécessaire que le Collège Communal et le Directeur Financier puissent respectivement engager et régler les dépenses obligatoires et indispensables afin d'assurer le fonctionnement normal des services communaux, et ce, dans les limites tracées par les dispositions légales ;

Attendu que le recours aux douzièmes provisoires doit être exceptionnel et strictement limité, dans le respect des principes contenus dans l'A.R. du 02/08/1990 portant règlement général de la comptabilité communale paru au Moniteur Belge du 03/10/1990, et plus particulièrement son article 14, aliéna 2 ;

Attendu que le Budget communal de l'exercice 2019 sera présenté au Conseil Communal de janvier 2019 ;

Vu les articles L3121-1 et L3122-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'impérieuse nécessité ;

Considérant que l'avis du Directeur financier a été sollicité en date du 3 décembre 2018 ;

**Décide, à 15 pour, 4 abstentions ;** Mmes Senecaut et Carion, et Mrs Delhay et Auquière s'abstiennent :

**Article unique :** D'arrêter, pour l'exercice 2019, des crédits provisoires d'un douzième des allocations correspondantes portées au Budget ordinaire de l'exercice précédent, pour pourvoir aux dépenses ordinaires indispensables à la bonne marche des établissements et services communaux.

## **5. Finances – Règlement-redevance sur les frais de rappel, exercice 2019 – approbation**

*Monsieur Delhay demande si les montants proposés dans cette redevance sont inspirés de ce qui se fait au niveau de l'Union des Villes et Communes de Wallonie. La Présidente lui répond que ces montants découlent de la circulaire budgétaire régionale de la Ministre des Pouvoirs locaux.*

Le Conseil Communal, réuni en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution

Vu les articles L1122-30, L1133-1, L1133-2 et L3132-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Service Financier est chargé de la gestion et du suivi des dossiers de mouvement financier ;

Attendu que de nombreuses factures demeurent impayées, malgré les rappels adressés par l'Administration, et que les frais administratifs de recouvrement de celles-ci peuvent être, au final, relativement élevés ;

Attendu que le coût des rappels de paiement envoyés par envoi simple ou par envoi recommandé peut s'avérer important pour la collectivité ;

Attendu qu'il ne peut être accepté que la collectivité prenne en charge ces dépenses, qui doivent par conséquent être récupérées auprès des débiteurs récalcitrants ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur Financier a été sollicité en date du 3 décembre 2018, obtenu le 5 décembre 2018 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir une redevance pour les frais de rappel, le présent règlement ayant pour champ d'application l'ensemble des taxes de la Commune de Jurbise ;

Sur proposition du Collège Communal,

Après en avoir délibéré ;

### **Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** – Il est établi pour l'exercice 2019, une redevance sur les rappels de paiement.

**Article 2** : La redevance est due par la personne physique ou morale débitrice d'une taxe dont l'absence de paiement entraîne l'envoi par voie simple ou par voie recommandée d'un rappel de paiement.

**Article 3** : Le montant de la redevance est fixé à 5€/rappel pour un envoi simple et à 10€/rappel pour un envoi par recommandé.

**Article 4** : Le montant de la redevance est payable en même temps que la taxe sur laquelle porte le rappel.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par toutes voies légales mise à la disposition de l'Administration communale.

**Article 6** : La présente délibération sera publiée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie et de la Décentralisation et entrera en vigueur le jour de sa publication.

**Article 7** : La présente délibération sera soumise à l'approbation de la Tutelle.

### **6. Finances – Règlement-redevance sur la délivrance de documents administratifs, exercices 2019 à 2025 – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, en ses articles 41, 162 et 170 §4 ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal, ainsi que les articles L3131 §1, 3° et L3132-1, organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région Wallonne ;

Revu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs ;

Considérant que l'Administration communale doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;

Vu les charges qu'entraîne, pour l'Administration communale, la délivrance de documents administratifs par les Services Population – Etat-civil, Etrangers, Finance ou encore Urbanisme ;

Vu la charge de travail potentiellement conséquente qui découle du traitement de ces demandes citoyennes, notariales ou autres, aboutissant à la réalisation de recherches administratives récurrentes et accaparantes en temps ;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018, relative à la Loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir, dans la présente délibération et conformément à la circulaire du 11 juillet 2018 évoquée ci-dessus, un montant de redevance pour le changement de prénom ;

Considérant l'entrée en vigueur du Code du Développement Territorial (CoDT) qui a remplacé le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) ; que consécutivement à cette entrée en vigueur, certaines références réglementaires prévues dans la présente délibération doivent être adaptées ou corrigées ;

Considérant que certaines démarches réalisées par le Service Etranger ne font, actuellement, l'objet d'aucune redevance, telle que la déclaration de nationalité belge ;

Considérant que certaines démarches réalisées par ce même Service Etranger, comme la délivrance de titres de voyage pour réfugiés, apatrides ou étrangers, font l'objet d'une redevance fixée par le SPF Affaires Etrangères ;

Considérant qu'il est par conséquent nécessaire d'adapter la présente délibération afin de tenir compte de ces différentes évolutions ;

Vu les recommandations émises par la Circulaire du 5 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région Wallonne ;

Attendu que dans le respect de ladite Circulaire budgétaire, la Commune est autorisée, afin de lui permettre de rencontrer partiellement le coût découlant de la charge relative à la délivrance de documents administratifs, à fixer un montant de redevance dû pour la délivrance de certains documents administratifs qu'elle énumère ;

Vu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 29 novembre 2018, obtenu le 10 décembre 2018, et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en séances du 4 décembre 2018 ;

Après en avoir délibéré,

### **Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est établi, pour les exercices 2019 à 2025, une redevance communale pour la recherche, la confection, la délivrance et/ou la demande de documents administratifs et sur les prestations administratives diverses effectuées par l'Administration Communale.

Ne sont pas visées :

- La délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;
- La création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article L1232-22 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
- La délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la Société Wallonne du Logement (SWL) ou à un logement-passerelle de l'Administration communale de Jurbise ;
- La délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement, installation et loyer (ADIL).

**Article 2 :** La redevance est due par la personne (physique ou morale) qui sollicite la délivrance du document.

**Article 3 :** La redevance est fixée comme suit :

#### A. DOCUMENTS D'IDENTITE POUR CITOYEN BELGE

##### ➤ **Carte d'identité d'enfant belge de moins de 12 ans :**

- Procédure normale : gratuit
- Procédure d'urgence : montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'extrême urgence : montant à ristourner au Fédéral

##### ➤ **Carte d'identité d'enfant belge de 12 ans à 18 ans :**

- Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'urgence : 12,88 € + montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'extrême urgence : 15,85 € + montant à ristourner au Fédéral
  - ∞ Le tarif en procédure d'urgence ou d'extrême urgence est réduit à partir du deuxième document d'identité électronique demandé simultanément pour les enfants belges de moins de 12 ans d'un même ménage et qui sont inscrits à la même adresse. Le montant réduit est celui à ristourner au Fédéral.

##### ➤ **Carte d'identité adulte belge :**

- Procédure normale : 5 € + montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'urgence : 12,88 € + montant à ristourner au Fédéral
- Procédure d'extrême urgence : + 15,85 € + montant à ristourner au Fédéral

- **Délivrance d'un nouveau numéro de code Pin ou Puk : 2,5 €**

#### B. DOCUMENTS (D'IDENTITE OU AUTRES) POUR CITOYEN ETRANGER

- **Carte d'identité ou document de séjour pour enfant étranger de moins de 12 ans :**
  - Procédure normale : gratuit (*délivrance directe par l'Administration communale, pas de procédure d'urgence ou d'extrême urgence*)
- **Carte d'identité ou document de séjour pour enfant étranger de 12 ans à 18 ans :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : 12,88 € + montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'extrême urgence : 15,85 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Carte d'identité ou document de séjour pour adulte étranger :**
  - Procédure normale : 5 € + montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : 12,88 € + montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'extrême urgence : 15,85 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Carte biométriques et titres de séjour pour étranger de pays tiers :**
  - Procédure normale : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : 20 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Déclaration d'arrivée : 2,5 €**
- **Attestation d'immatriculation Modèle A : 5 €**
- **Déclaration de nationalité belge : 20 €**

#### C. DELIVRANCE DE PASSEPORTS

- **Délivrance de passeports d'enfant de moins de 12 ans :**
  - Procédure normale : 0,50 € + montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : 0,50 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Délivrance de passeports d'enfant de 12 ans à 18 ans :**
  - Procédure normale : montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : 20,50 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Délivrance de passeports adulte :**
  - Procédure normale : 15,50 € + montant à ristourner au Fédéral
  - Procédure d'urgence : 20,50 € + montant à ristourner au Fédéral

#### D. ETAT-CIVIL

- **Demande de changement de prénom : 490 €.**

La redevance est due par la personne qui fait la demande de changement de prénom. Il est toutefois dérogé à ce montant dans les cas suivants :

- a) Pour toute personne qui a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre (transgenre), le montant de la redevance est fixé à 49 € (à savoir 10% du montant demandé pour la procédure normale du changement de prénom)
- b) Les personnes visées aux articles 11bis, §3, al.3, 15, § 1er, al. 5 et 21, §2, al.2 du Code de la nationalité belge (personnes n'ayant pas de nom ou de prénom), sont exonérées de ladite redevance.
- c) Le montant est fixé à 49€ (à savoir 10% du montant demandé pour la procédure normale du changement de prénom) dans les cas suivants :
  - le prénom présente un caractère ridicule ou odieux, ou a un caractère manifestement désuet;
  - le prénom est de consonance étrangère ;
  - le prénom est de nature à prêter à confusion ;
  - le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe de ponctuation ou d'un signe qui en modifie la prononciation (accent, tiret, caractère d'inflexion, ...) ;
  - le prénom est abrégé ;

- **Redevance pour traitement de demande de mariage ou de cohabitation légale : 20 €**
- **Livret de mariage : 20 €**
- **Délivrance d'extraits ou copies littérales d'actes concernant l'Etat Civil : 3 €.**

#### E. HABITATION – URBANISME

- **Délivrance de documents relevant du CODT :**
  - **Documents délivrés en vertu des articles D.IV.99 – D.IV.100** (renseignements notariaux) ou **D.IV.102** (divisions notariales) : 50€ par parcelle faisant l'objet d'une demande de renseignements
  - **Certificat d'urbanisme 1, délivré en vertu de l'article D.IV.97** : 50 €
  - **Permis d'urbanisme sans enquête publique ou annonce (article R.IV.4-1)** : 150€
  - **Permis d'urbanisme avec enquête publique ou annonce (article D.VIII.6 – D.VIII.7)** : 250€

#### F. DIVERS

- **Tous certificats délivrés par le Service Population : 3 €**
- **Autorisation parentale de quitter le territoire(mineurs) : 2 €**  
Lorsqu'il s'agit d'un voyage organisé par l'Administration Communale de Jurbise (ou par l'une de ses Ecoles communales), l'autorisation de quitter le territoire sera délivrée gratuitement.
- **Légalisation de signature ou copie certifiée conforme : 2 €.**



- **Changement de résidence** : 10 €, sauf en cas de changement interne sur l'entité de la Commune de Jurbise
- **Extrait de casier judiciaire** : 5 €
- **Redevance pour travaux administratifs spéciaux – recherches généalogiques** : 25€/heure avec un minimum de 20€ par dossier
- **Redevance pour réalisation de copies « papier » de documents administratifs** :
  - Copie A4 noir et blanc : 0,08 € / feuille
  - Copie A4 couleur : 0,90 € / feuille
  - Copie A3 noir et blanc : 0,16 € / feuille
  - Copie A3 couleur : 1,8 € / feuille
- **Délivrance de permis de conduire**
  - permis de conduire belges provisoires : montant à ristourner au Fédéral
  - permis de conduire belges définitifs : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
  - permis de conduire internationaux définitifs : 10 € + montant à ristourner au Fédéral
- **Délivrance de plans de l'entité** :
  - petit format : 5 €
  - grand format : 10 €

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par toutes voies légales mise à la disposition de l'Administration communale.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal. L'envoi d'un rappel –par recommandé – préalable au commandement par voie d'huissier fera l'objet de frais d'un montant 10 € (envoi recommandé) répercutés auprès du redevable.

**Article 6** : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication, faite conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

**Article 7** : Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon, conformément à l'article L3131-1, §1, 3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

## 7. **Finances** – Modification Budgétaire n°1, exercice 2018, de la Fabrique d'Eglise Saint-Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean – **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes notamment les articles 1 et 2 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, plus précisément le titre VI du livre premier de la troisième partie du Code, titre IV débutant avec l'article L3161 ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 relative à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la délibération du 07/11/2018 par laquelle le conseil de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Masnuy-Saint-Jean a décidé d'arrêter la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2018 ;

Attendu que la modification budgétaire n°1 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Masnuy-Saint-Jean de l'exercice 2018, réceptionnée en date du 09/11/2018 à l'Administration Communale de Jurbise, se présente comme suit :

**Recettes totales : 30.442,56 €**

**Dépenses totales : 30.442,56 €**

Considérant qu'aucune majoration communale pour des frais ordinaires et/ou extraordinaire du culte, n'est demandée ;

Considérant que l'Evêché de Tournai n'a remis aucun avis sur cette modification budgétaire n°1 ;

Considérant que la vérification de la modification budgétaire n°1 – Exercice 2018 n'implique aucune remarque de la part de l'Administration ;

**Décide, à 18 pour et 1 abstention** – Monsieur Delhayé s'abstient :

**Article unique** : La modification budgétaire n°1 de l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Masnuy-Saint-Jean est approuvée.

**8. Marché public** – Rattachement de la Commune de Jurbise à la Centrale de marchés de la Province du Hainaut – poursuite de l'adhésion de la Commune – **approbation**

*Monsieur Auquière demande à savoir, tant pour cette centrale que pour les deux centrales évoquées dans les points suivants, s'il existe un catalogue des services et matériels disponibles. La Présidente lui répond par la négative, aucun catalogue n'existant en tant que tel et chaque besoin étant analysé au cas par cas.*

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que l'article L3122-2, 4° relatif aux actes soumis à tutelle générale d'annulation, ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Revu ses délibérations des 26 mars 2013 et 28 novembre 2017 ;

Attendu qu'au cours des mandatures précédentes, les contacts opportuns ont été pris auprès de la Province du Hainaut afin de s'enquérir des conditions et modalités qui permettraient à la Commune de se rattacher à la Centrale de marchés de la Province ;

Considérant que cette adhésion a permis et permettrait à la Commune, en cas de poursuite de cette collaboration, de profiter de conditions tarifaires et matérielles potentiellement avantageuses, tout en lui garantissant un gain de temps et de démarches évident ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de cette proposition d'adhésion ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver la proposition de poursuite du partenariat établi entre la Commune de Jurbise et la Province du Hainaut, partenariat qui se traduit par le rattachement de la Commune à la Centrale de marchés de la Province.

**Article 2.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

**9. Marché public – Rattachement de la Commune de Jurbise à la Centrale de marchés de la Région Wallonne – poursuite de l'adhésion de la Commune – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que l'article L3122-2, 4<sup>o</sup> relatif aux actes soumis à tutelle générale d'annulation, ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Revu sa délibération du 26 mars 2013 ;

Attendu qu'au cours de la mandature précédente, les contacts opportuns avaient été pris auprès du SPW-DGT2 et DG01.13 afin de s'enquérir des conditions et modalités qui permettraient à la Commune de se rattacher à la Centrale de marchés de la Région Wallonne ;

Considérant que cette adhésion a permis et permettrait à la Commune, en cas de poursuite de cette collaboration, de profiter de conditions tarifaires et matérielles potentiellement avantageuses, tout en lui garantissant un gain de temps et de démarches évident ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de cette proposition d'adhésion ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver la proposition de poursuite du partenariat établi entre la Commune de Jurbise et le SPW-DGT2 et DG01.13, partenariat qui se traduit par le rattachement de la Commune à la Centrale de marchés de la Région Wallonne.

**Article 2.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

**10. Marché public** – Rattachement de la Commune de Jurbise à la Centrale de marchés du Département des Technologies de l'Information et de la Communication du Service Public de Wallonie – poursuite de l'adhésion de la Commune – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal, ainsi que l'article L3122-2, 4<sup>o</sup> relatif aux actes soumis à tutelle générale d'annulation, ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Revu sa délibération du 26 septembre 2017 ;

Attendu qu'au cours de la mandature précédente, les contacts opportuns avaient été pris auprès du Département des Technologies de l'Information et de la Communication du Service Public de Wallonie afin de s'enquérir des conditions et modalités qui permettraient à la Commune de se rattacher à cette Centrale de marchés de la Région Wallonne ;

Considérant que cette adhésion a permis et permettrait à la Commune, en cas de poursuite de cette collaboration, de profiter de conditions tarifaires et matérielles potentiellement avantageuses, tout en lui garantissant un gain de temps et de démarches évident ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de cette proposition d'adhésion ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver la proposition de poursuite du partenariat établi entre la Commune de Jurbise et le Département des Technologies de l'Information et de la Communication du Service Public de Wallonie, partenariat qui se traduit par le rattachement de la Commune à la Centrale de marchés de ce Département de la Région Wallonne..

**Article 2.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

**11. Marché public** – Achat de vêtements et de chaussures de travail pour le CPAS et le personnel communal ouvrier communal et du CPAS : mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 €) et l'article 57, et notamment articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2018-14-ND relatif au marché "Achat de vêtements et de chaussures de travail pour le CPAS et le personnel communal ouvrier" établi par l'Administration Communale de Jurbise ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- \* Lot 1 (Achat de vêtements de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 15.826,03 € hors TVA ou 19.149,50 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 1 (Achat de vêtements de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 5.238,27 € hors TVA ou 6.338,31 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 2 (Achat de vêtements de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 5.238,27 € hors TVA ou 6.338,31 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 3 (Achat de vêtements de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 5.238,27 € hors TVA ou 6.338,31 €, 21% TVA comprise ;

- \* Lot 2 (Achat de chaussures de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 7.469,60 € hors TVA ou 9.038,22 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 1 (Achat de chaussures de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 2.489,86 € hors TVA ou 3.012,73 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 2 (Achat de chaussures de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 2.489,86 € hors TVA ou 3.012,73 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 3 (Achat de chaussures de travail pour le personnel ouvrier communal), estimé à 2.489,86 € hors TVA ou 3.012,73 €, 21% TVA comprise ;

- \* Lot 3 (Achat de chaussures de travail pour le personnel du CPAS ), estimé à 4.482,06 € hors TVA ou 5.423,29 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 1 (Achat de chaussures de travail pour le personnel du CPAS ), estimé à 1.494,02 € hors TVA ou 1.807,76 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 2 (Achat de chaussures de travail pour le personnel du CPAS ), estimé à 1.494,02 € hors TVA ou 1.807,76 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 3 (Achat de chaussures de travail pour le personnel du CPAS ), estimé à 1.494,02 € hors TVA ou 1.807,76 €, 21% TVA comprise ;

- \* Lot 4 (Achat de vêtements de travail pour le personnel du CPAS), estimé à 8.543,60 € hors TVA ou 10.337,76 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 1 (Achat de vêtements de travail pour le personnel du CPAS), estimé à 2.847,86 € hors TVA ou 3.445,91 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 2 (Achat de vêtements de travail pour le personnel du CPAS), estimé à 2.847,86 € hors TVA ou 3.445,91 €, 21% TVA comprise ;

- \* Reconduction 3 (Achat de vêtements de travail pour le personnel du CPAS), estimé à 2.847,86 € hors TVA ou 3.445,91 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 72.531,32 € hors TVA ou 87.762,90 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que les lots 1, 2, 3 et 4 sont conclus pour une durée de 12 mois, mais qu'il est envisagé de reconduire chaque lot à trois reprises maximum ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que la Commune de Jurbise exécute la procédure et intervienne au nom de CPAS de Jurbise à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits aux budgets ordinaires de l'exercice 2019, articles 421/12405 et 104/124-05, ainsi qu'aux articles 831/124-05, 8351/124-05, 8441/124-05, 8443/124-05, 8445/124-05 et 8451/124-05, ainsi qu'au budget des exercices suivants ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 26 octobre 2018, obtenu en date du 26 novembre 2018, et qu'il s'avère favorable ;

**Décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-14-ND et le montant estimé du marché "Achat de vêtements et de chaussures de travail pour le CPAS et le personnel communal ouvrier", établis par l'Administration Communale de Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 72.531,32 € hors TVA ou 87.762,90 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de CPAS de Jurbise, à l'attribution du marché.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise au CPAS.

Article 6. - De financer cette dépense par les crédits inscrits aux budgets ordinaires de l'exercice 2019, articles 421/12405 et 104/124-05, ainsi qu'aux articles 831/124-05, 8351/124-05, 8441/124-05, 8443/124-05, 8445/124-05 et 8451/124-05, ainsi qu'au budget des exercices suivants.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**12. Marchés publics** – Acquisition de copieurs pour l'Administration communale et les Ecoles communales, par l'intermédiaire de la Centrale de marchés de la Région Wallonne – **approbation**

*Monsieur Auquier demande s'il serait possible de se renseigner sur l'existence ou non, au sein de la flotte d'appareils Ricoh disponibles par l'intermédiaire de cette Centrale de marchés, d'appareils de la gamme Greenline, fabriqués à partir de pièces d'anciennes imprimantes.*

*La Présidente lui confirme que les renseignements seront sollicités auprès du fournisseur.*

*Monsieur Auquier demande également si une procédure de récupération des cartouches usagées est prévue, ce à quoi le Directeur général lui répond que ce type de procédure est effectivement prévu à travers le marché public relatif aux fournitures administratives.*

*Enfin, à la dernière question de Monsieur Auquier, la Présidente confirme que le papier demandé pour les copieurs est un papier recyclé.*

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 16 février 2017 modifiant la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération du 18 décembre 2018 du Conseil communal, décidant de poursuivre le partenariat établi entre la Commune de Jurbise et le Service Public de Wallonie, partenariat qui se traduit par le rattachement de la Commune à la Centrale de marchés du SPW ;

Considérant que ce partenariat permet à la Commune de profiter de conditions tarifaires et matérielles potentiellement avantageuses, tout en lui garantissant un gain de temps et de démarches évident ;

Vu la nécessité de remplacer les différents copieurs de l'Administration Communale et des écoles communales, arrivés à terme du contrat de maintenance et désormais dans un état d'usure avancé ; vu également la proposition d'ajouter un copieur à la nouvelle école d'Erbisoeul ;

Vu le rapport du Service Informatique à l'attention du Collège communal en date du 29 octobre 2018, sur lequel ce dernier a marqué son accord ;

Vu l'offre complète du 21 novembre 2018 pour remplacement du matériel concerné, reçue de la SA Ricoh dans le cadre du contrat cadre du SPW référencé SPW T0.05.01-17J03, au montant de 19.330,84 € HTVA soit 23.390,32 € TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service ordinaire du Budget communal, exercice 2018, articles 104/74252 :20180013.2018 et 722/74252 :20180013.2018, et sera financé par un emprunt ;

Considérant que le Directeur financier a été informé de la présente proposition ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>.** - D'approuver la proposition de procéder au remplacement des différents copieurs de l'Administration et des écoles communales suivant l'offre de la SA Ricoh dans le cadre de la centrale d'achat du Service Public de Wallonie sous la référence SPW T0.05.01-17J03, au montant de 19.330,84 € HTVA soit 23.390,32 € TVAC.

**Article 3.** - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service ordinaire du Budget communal, exercice 2018, articles 104/74252 :20180013.2018 et 722/74252 :20180013.2018.

**Article 4.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au prestataire Ricoh SA, pour suites voulues, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

**13. Personnel – Délégation au Collège communal pour le recrutement et le licenciement du personnel contractuel et APE – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu encore le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1213-1 relatif à la faculté, pour le Conseil communal, de donner délégation au Collège communal pour désigner les agents dont le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation ne règle pas la désignation, ainsi que l'article L1123-23, 9° du même Code, chargeant le Collège communal de la surveillance des employés salariés par la Commune, autres que les membres du corps de la police locale ;

Revu sa délibération du 18 décembre 2012 donnant délégation au Collège Communal pour la désignation du personnel contractuel employé ou ouvrier, ainsi que pour le personnel APE lorsque l'intérêt du service l'exige, sauf en ce qui concerne les membres du personnel enseignant ;



Attendu qu'afin d'assurer, au quotidien, le bon fonctionnement et la parfaite continuité des services durant la mandature 2019-2024, il est jugé nécessaire et opportun de reconduire cette décision, celle-ci étant révocable sur décision du Conseil communal ;

**Décide, avec 15 voix pour et 4 abstentions ;** Mmes Senecaut et Carion, et Mrs Delhay et Auquière s'abstiennent :

**Article 1er.** - de donner délégation au Collège Communal pour le recrutement et le licenciement du personnel contractuel employé ou ouvrier, ainsi qu'APE, lorsque l'intérêt du service l'exigera au cours de la mandature 2019-2024. Ce pouvoir s'exercera dans les limites prévues à l'article L1213-1 du Code de la démocratie et de la décentralisation. Les désignations faites en application de la présente délibération auront toujours un caractère provisoire ou temporaire.

**Article 2.** - la présente délégation est révocable sur décision du Conseil communal.

#### **14. Secrétariat – Déclaration d'apparement ou de regroupement**

##### **Le Conseil communal, siégeant en séance publique,**

**Considérant** que les intercommunales devront, suite au renouvellement des conseils communaux, procéder au renouvellement de leurs assemblées générales et de leurs conseils d'administration ;

**Considérant** que les membres du conseil d'administration de chaque intercommunale sont désignés par leurs assemblées générales respectives à la proportionnelle des conseils communaux des communes associées ;

**Considérant** que pour le calcul de cette proportionnelle, il est tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement, pour autant que celle-ci soient transmise à l'intercommunale avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales ;

**Considérant** que cette répartition proportionnelle s'applique à l'ensemble des organes de gestion de l'intercommunale ;

**Vu** l'article L 1523-15, §3 al.2 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation stipulant que : « *Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des éventuels critères statutaire ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'apparement ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmise à l'intercommunale avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.* » :

**Article 1 :** Décide de prendre acte des déclarations d'apparement suivantes, faites par écrit et à haute voix par les conseillers communaux concernés :

*GALANT Jacqueline (LB) déclare s'apparement au MR.*

*MAUROY-MOULIN-STALPAERT Pascale (LB) déclare s'apparement au MR.*

*POTTIEZ Pierre (LB) déclare s'apparement au MR.*

*CAULIER Guy (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DESMET-CULQUIN Brigitte (LB) déclare s'apparement au MR.*

*ROBETTE-DELPUTTE Francine (LB) déclare s'apparement au MR.*

*D'HAESE-LEURIDANT Mireille (LB) déclare s'apparement au MR.*

*EGELS Emmanuel (LB) déclare s'apparement au MR.*

*DECOSTER Christa (LB) déclare s'apparement au MR.*

*HOTTON-VANDERBERCQ Stéphanie (LB) déclare s'apparenter au MR.*  
*DANNEAU Frédéric (LB) déclare s'apparenter au MR.*

*DELHAYE Joël (Alternative citoyenne) déclare s'apparenter au PS.*  
*SENECAUT Manuella (Alternative citoyenne) déclare s'apparenter au PS.*  
*CARION Mélanie (Alternative citoyenne) déclare s'apparenter au PS.*

*AUQUIERE Eric (Alternative citoyenne) déclare s'apparenter à Ecolo.*

**Article 2 :** Décide de communiquer cette délibération aux intercommunales concernées.

**15. Secrétariat – Comité de concertation Commune-CPAS : désignation de la délégation communale – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment son article 1122-34 ;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS, notamment ses articles 26 §2, 26bis et 26ter;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Revu sa délibération du 22 janvier 2013 désignant la délégation communale pour la Concertation Commune-CPAS ;

Considérant qu'il est proposé de désigner 2 membres du Conseil communal qui feront partie du Comité de Concertation ;

**Procède au scrutin secret** pour désigner 2 membres du Conseil communal à cet effet :

19 conseillers prennent part au vote ;  
19 bulletins sont trouvés dans l'urne ;

Le dépouillement donne le résultat suivant :

- Guy CAULIER obtient 15 voix ;
- Mireille D'HAESE-LEURIDANT obtient 15 voix ;
- Joël DELHAYE obtient 4 voix ;
- Mélanie CARION obtient 4 voix.

Aucun bulletin blanc ou nul n'est dénombré.

**Décide, en conséquence :**

**Art. 1:** MM Caulier et D'Haese-Leuridant sont désignés pour faire partie du Comité de Concertation Commune-CPAS.

**Art. 2:** Des extraits de la présente délibération seront transmis au C.P.A.S. de Jurbise.

**16. Secrétariat – Création d'une Commission des Finances : décision et désignation des membres – approbation**

**Le Conseil communal, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu également le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment son article 1122-34 ;

Vu la proposition du Collège Communal de créer une Commission des finances qui sera chargée de l'examen des budgets communaux, des modifications budgétaires apportées aux budgets communaux et des comptes communaux ;

Considérant que les mandats sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil Communal ; sont considérés comme formant un groupe, les membres du Conseil qui ont été élus sur une même liste ;

**Décide :**

**ARTICLE 1.** : de créer une Commission des finances qui sera chargée de l'examen des budgets communaux, des modifications budgétaires apportées aux budgets communaux et des comptes communaux.

**ARTICLE 2.** : de désigner les 11 membres de cette commission en respectant la composition politique du Conseil :

- ***pour le groupe Liste du Bourgmestre (10) :*** Frédéric Danneau, Guy Caulier, Brigitte Desmet-Culquin, Vincent Dessilly, Stéphanie Hotton-Vanderbecq, Jonathan Pelerieau, Pascale Mauroy-Moulin-Stalpaert, Vincent Chanoine, Francine Robette-Delputte et Christa Decoster
- ***pour le groupe Alternative citoyenne. (1) :*** Eric Auquiere

**ARTICLE 3.** : Des extraits de la présente délibération seront transmis aux Autorités Supérieures.

**17. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA le 30 novembre 2018 : ordre du jour – ratification**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 30 novembre 2018 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Evaluation 2018 du Plan Stratégique 2017-2019 ;
2. Evaluation 2018 du Budget 2017-2019 ;
3. Désignation de réviseurs pour Ideta et ses structures apparentées pour les exercices comptables 2019 à 2021 ;
4. Parc éolien de Molenbaix – Actualisation du partenariat avec ENECO, levée d'option et prise de participation dans la société CORDONA SA ;
5. Renowatt+ - Point d'information.

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

Considérant toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ;** Monsieur Auquière s'abstient :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Evaluation 2018 du Plan Stratégique 2017-2019 ;

Le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Evaluation 2018 du Budget 2017-2019 ;

Le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Désignation de réviseurs pour Ideta et ses structures apparentées pour les exercices comptables 2019 à 2021 ;

Le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Parc éolien de Molenbaix – Actualisation du partenariat avec ENECO, levée d'option et prise de participation dans la société CORDONA SA ;

Le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Renowatt+ - Point d'information.

## Article 2

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA et à Monsieur le Directeur financier communal.

### **18. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IDEA le 28 novembre 2018 : ordre du jour – ratification**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 24 octobre 2018 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 28 novembre 2018 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation de l'évaluation 2018 du Plan stratégique 2017-2019 ;

*Considérant qu'en décembre 2016, l'Assemblée Générale approuvait le Plan Stratégique triennal de l'Intercommunale.*

*Considérant que les conseillers communaux/provinciaux/et des CPAS associés/Zone de Secours Hainaut Centre ont été informés par l'associé concerné que le projet d'évaluation 2018 du Plan stratégique est consultable sur le site Web de l'IDEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.*

*Ce document d'évaluation (en annexe à la présente note) a pour mission d'analyser au regard des 5 axes stratégiques les actions établies au sein de l'ensemble des services de l'Intercommunale au cours de l'année 2018.*

*Considérant que le bilan de l'année 2018 comporte également la révision des budgets 2018 et 2019.*

*Les principaux faits marquants pour l'année 2018 sont les suivants :*

- Participation, via le schéma global de mobilité, aux projets intégrés en plan Infra wallon ou encore au Fedre (contournement de La Louvière, échangeur de Quaregnon, contournement d'Hornu, etc.) ;*
  - Mise en service de la voie ferrée (Ligne 242) de raccordement à la plateforme trimodale de Gbclin-Baudour Sud ;*
  - Poursuite des projets de (re)mise à disposition de terrains aux entreprises soit via la reconversion après dépollution (Manage citagine, Mons Initialis 2.0, Urbanica, ...) ;*
  - Opération lifting des ZAE existantes et requalification de halls-relais existants ;*
  - Poursuite de la mise en œuvre du nouveau plan d'investissements 2017-2021 de la SPGE en matière d'assainissement des eaux usées ;*
  - Rénovation des installations de production, de traitement et de distribution d'eau aux industriels à travers notamment l'inauguration du nouveau château d'eau à Feluy ;*
  - Lancement de l'important chantier de lutte contre les inondations à travers le dédoublement de l'Elwasmes à Colfontaine ;*
  - Réalisation d'un audit énergétique au siège de Mons et placement d'une unité de cogénération ;*
  - Pose de panneaux photovoltaïques d'une puissance de 85 kW sur les bâtiments de La Maison de L'entreprise à Mons ;*
  - Lancement d'un marché visant à la conception, la construction, la mise en œuvre d'un centre de tri automatisé P+MC dans le cadre de la SA Valodec (Suez et IDEA) ;*
  - Pilotage d'études techniques et d'une étude juridico-fiscale visant la mise en œuvre d'un centre inter-hospitalier du Cœur du Hainaut pour la mutualisation des fonctions transversales telles que pharmacie, buanderie, catering, etc. ;*
  - etc.*
- Considérant que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décision de l'Autorité de Tutelle du 2 octobre 2018 approuvant la modification des statuts lors de l'assemblée Générale du 27 juin 2018, à l'exception de l'article 35

*Considérant qu'en date du 27 juin 2018, l'Assemblée générale d'IDEA approuvait la modification des statuts. Conformément à l'article L3131-1, 4,5° du CDLD, cette délibération a été transmise au SPW dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.*

*Par un arrêté du 2 octobre 2018, la délibération du 27 juin 2018, par laquelle l'Assemblée Générale modifie les statuts de l'intercommunale est approuvée, à l'exception de l'article 35 qui indique :*

*« Si le nombre des membres du conseil physiquement présents n'est pas suffisant pour délibérer valablement, le conseil est convoqué à nouveau endéans les trente jours et peut valablement délibérer sur les points inscrits pour la deuxième fois à l'ordre du jour, pour autant que le nombre des administrateurs représentant les parts A soit majoritaire ».*

*Considérant que, conformément à l'article 1523-10 3 du CDLD, la majorité des administrateurs doivent être présents physiquement à la réunion du Conseil d'Administration, et ce, quelles que soient les parts du capital qu'ils représentent ;*

*Considérant, dès lors, qu'il a été considéré que l'article 35 est contraire à l'article L1231-5, 4 du CDLD, et qu'il convient donc de le supprimer ;*

*Considérant que, pour le reste, la décision est conforme aux lois et aux règlements en vigueur et ne blesse pas l'intérêt général.*

*Considérant que cet arrêté est porté à la connaissance de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2018 et que mention de celui-ci est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.*

Considérant toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ;** Monsieur Auquière s'abstient :

**Article 1 :**

De ratifier l'évaluation 2018 du Plan stratégique IDEA 2017-2019.

**Article 2 :**

De prendre acte de l'Arrêté de l'Autorité de Tutelle du 2 octobre 2018 approuvant la modification des statuts de l'intercommunale lors de l'Assemblée Générale du 27 juin 2018, à l'exception de l'article 35, et que mention de cet arrêté soit portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.

**19. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale HYGEA le 29 novembre 2018 : ordre du jour – ratification**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 25 octobre 2018 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 29 novembre 2018 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation de l'évaluation 2018 du Plan stratégique HYGEA 2017-2019 ;

*Considérant qu'en décembre 2016, l'assemblée générale, a approuvé le Plan Stratégique triennal HYGEA 2017-2019 ;*

*Considérant que les conseillers communaux ont été informés par l'associé concerné que le projet d'évaluation 2018 du Plan stratégique est consultable sur le site Web de l'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.*

- Considérant que le **deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la rémunération du Président et du Vice-Président ;

*Considérant qu'en date du 28 juin 2018, l'Assemblée Générale validait les montants des rémunérations du Président et Vice-Président.*

*Complémentaire à cette décision, il est proposé de prévoir les modalités concernant le remplacement du Président en cas d'absence de ce dernier.*

*Dans le cas où le Vice-Président remplace le Président pour un terme d'un mois consécutif ou plus, la rémunération attachée à sa fonction lui sera allouée en remplacement de sa rémunération de Vice-Président.*

- Considérant que le **troisième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'Arrêté de l'autorité de Tutelle du 4 octobre 2018 approuvant la modification des statuts lors de l'assemblée Générale du 28 juin 2018, à l'exception de l'article 41 alinéa 2

*Considérant qu'en date du 28 juin 2018, l'Assemblée générale d'HYGEA approuvait la modification des statuts.*

*Conformément à l'article L3131-1, ¶4,5° du CDLD, cette délibération a été transmise au SPW dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.*

*Par un arrêté du 4 octobre 2018, la délibération du 28 juin 2018, par laquelle l'Assemblée Générale modifie les statuts de l'intercommunale est approuvée, à l'exception de l'article 41 alinéa 2 qui indique :*

*« Si ce nombre n'est pas atteint, il est réuni une deuxième réunion endéans le délai de huit (8) jours ouvrables, laquelle pourra délibérer valablement quel que soit le nombre d'administrateurs présents ou représentés ».*

*Considérant que, conformément à l'article 1523-10 ¶3 du CDLD, la majorité des administrateurs doivent être présents physiquement à la réunion du Conseil d'Administration (...);*

*Considérant, dès lors, qu'il a été considéré que l'article 41 alinéa 2 est contraire à cette disposition et qu'il convient donc de le supprimer ;*

*Considérant que, pour le reste, la décision est conforme aux lois et aux règlements en vigueur et ne blesse pas l'intérêt général.*

*Considérant que cet arrêté est porté à la connaissance de l'Assemblée Générale du 29 novembre 2018 et que mention de celui-ci est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.*

Considérant toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ; Monsieur Auquière s'abstient :**

**Article 1 :**



De ratifier l'évaluation 2018 du Plan stratégique HYGEA 2017-2019 et de l'adresser à l'autorité de tutelle.

**Article 2 :**

De marquer accord sur la proposition relative au remplacement du Président en cas d'absence de ce dernier, à savoir, dans le cas où le Vice-Président remplace le Président pour un terme d'un mois consécutif ou plus, la rémunération attachée à sa fonction lui sera allouée en remplacement de sa rémunération de Vice-Président

**Article 3 :**

De prendre acte de l'arrêté de l'Autorité de Tutelle du 4 octobre 2018 approuvant la modification des statuts de l'Intercommunale lors de l'Assemblée Générale du 28 juin 2018, à l'exception de l'article 41 alinéa 2 et que mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations en marge de l'acte concerné.

**20. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale CHU Ambroise Paré le 29 novembre 2018 : ordre du jour – ratification**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

**Vu** le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

**Considérant** que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

**Vu** l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

**Vu** le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

**Considérant** que la commune de Jurbise doit, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

**Considérant** qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHUPMB du 18 décembre 2018 ;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHUPMB;

**Considérant** toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ;** Monsieur Auquière s'abstient ;

**Article 1er :** de ratifier :

- Le procès-verbal de la séance du 29 juin 2018 de 18h ;
- Le procès-verbal de la séance du 29 juin 2018 de 19h ;
- L'évaluation du plan stratégique ;
- Le budget de fonctionnement pour l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 29 novembre 2018.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Copie de la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré.

### **21. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IMIO le 28 novembre 2018 : ordre du jour – **ratification****

Le Conseil communal, siégeant en séance publique

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO);

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 28 novembre 2018 par lettre datée du 24 octobre 2018 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 28 novembre 2018;

Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant les ordres du jour des Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 novembre prochain, à savoir :

-Assemblée générale ordinaire :

1. Présentation des nouveaux produits ;
2. Évaluation du plan stratégique pour l'année 2018 ;
3. Présentation du budget 2019 et approbation de la grille tarifaire 2019 ;
4. Nomination d'administrateur.

-Assemblée générale extraordinaire : Modification des statuts – mise en conformité par rapport au nouveau décret visant à renforcer la gouvernance et la transparence au sein des structures locales.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO ;

Considérant toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

Après en avoir délibéré,

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ;** Monsieur Auquière s'abstient :

**Article 1.** - De ratifier les points portés à l'ordre du jour des Assemblées générales ordinaire et extraordinaire d'IMIO du 28 novembre 2018 qui nécessitent un vote.

**Article 2.**- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

**Article 3.**- de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

**22. Secrétariat** – Assemblée générale de l'Intercommunale IPFH le 28 novembre 2018 :  
ordre du jour – **ratification**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune de Jurbise doit, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 28 novembre 2018 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1 et 2 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, les points 1 et 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ; Monsieur Auquière s'abstient :**

Article 1 : de ratifier :

\* le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir :

**Deuxième évaluation du Plan stratégique 2017-2019 ;**

\* le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :

**Nominations statutaires.**

Article 2 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI).

**23. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IGRETEC le 29 novembre 2018 : ordre du jour – ratification**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013;

**Considérant** qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 29 novembre 2018 ;

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

**Vu** l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

- Affiliations / Administrateurs ;
- Deuxième évaluation annuelle du Plan Stratégique 2017-2019.

**Qu'il** convient donc de soumettre au suffrage du Conseil les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'IG.R.E.T.E.C ;

**Considérant** toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ; Monsieur Auquière s'abstient :**

Article 1 : de ratifier :

- \* le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :
  - Affiliations / Administrateurs ;
- \* le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :
  - Deuxième évaluation annuelle du Plan Stratégique 2017-2019.

**Article 2 :** de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :** de transmettre copie de la présente délibération à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI

**24. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale C.I.S.C.M. le 28 novembre 2018 : ordre du jour – ratification**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

**Considérant** l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

**Considérant** que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCAM par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013 ;

**Considérant** qu'il convient de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCAM du 28 novembre 2018;

**Considérant** que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

**Considérant** que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

**Considérant** que l'ordre du jour porte sur :

1. BUDGET annuel 2019 - Approbation ;
2. PLAN STRATEGIQUE 2019 - Approbation ;
3. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

**Considérant** que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

**Considérant** qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

**Considérant** toutefois que le Conseil Communal n'a pas été en mesure de délibérer avant la date de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ;

**Décide de ratifier, avec 18 voix pour et une abstention ;** Monsieur Auquière s'abstient :

**Article 1 :**

De ratifier l'ordre du jour dont les points concernent :

1. BUDGET annuel 2019 - Approbation ;
2. PLAN STRATEGIQUE 2019 - Approbation ;
3. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

**Article 2 :** de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

**Article 3 :** de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISC.

- 25. Secrétariat** – Mise à disposition de la Salle culturelle Jacques Galant au bénéfice de la Ligue des Familles – application de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales – proposition de gratuité partielle – **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 3 septembre 2009, et ses modifications ultérieures;

**Attendu** que, suite au courrier du 16/08/2018 de la Ligue des Familles, section de Jurbise, il est proposé de mettre la salle Jacques Galant à sa disposition le samedi 9 mars 2019 et le samedi 12 octobre 2019, afin de lui permettre de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que l'organisation d'une foire aux vêtements ;

**Considérant** qu'il est proposé de mettre cette salle à disposition du demandeur, sur base d'une gratuité partielle du prix de location, à savoir un montant forfaitaire de 129, 50 € par location, comprenant le nettoyage (100 €) et les assurances (29,50 €), soit 259 € pour les deux occupations ;

**Considérant** que cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal des manifestations concernées ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 03/09/2018 ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : De mettre à disposition de la Ligue des Familles, section de Jurbise, la salle culturelle Jacques Galant et ce sur base d'une gratuité partielle arrêtée au montant de 259 EUR (2 dates) le samedi 9 mars 2019 et le samedi 12 octobre 2019. Cette mise à disposition est destinée à permettre au demandeur de mener à bien l'organisation d'une foire aux jouets, vélos et matériel de puériculture ainsi que l'organisation d'une foire aux vêtements.

**Article 2** : Cette gratuité partielle se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée.

**Article 3** : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

**26. Travaux** – Elaboration du projet d'aménagement des installations d'éclairage du parcours VITA du parc communal en domaine public – projet définitif – **approbation**

*Monsieur Auquière, après avoir entendu la Présidente sur ses explications quant au mode de fonctionnement des dispositifs qui seront installés, fait remarquer une coquille dans la note de synthèse.*

*Monsieur Delhaye évoque l'existence d'une autre piste, elle aussi éclairée, sur le terrain de l'Académie de Police de Jurbise, et émet l'idée d'une collaboration entre les deux institutions, de telle manière à générer une éventuelle synergie autour de ces pistes.*

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu l'article 135, §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, spécialement son article 3, §2 ;

Vu les articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS ;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseau de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public, notamment son article 3 ;

Vu la désignation d'ORES ASSETS en qualité de Gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 18,1<sup>o</sup> de la loi relative aux marchés publics, ne sont pas soumis à l'application des dispositions de ladite loi, les services attribués à un pouvoir adjudicateur sur la base d'un droit exclusif ;

Considérant que la Commune de Jurbise a le projet de pourvoir de dispositifs d'éclairage en nombre suffisant, le parcours VITA situé à l'arrière du parc communal, et ce afin de permettre son utilisation par la population en toute sécurité et dans un confort d'usage maximal ;

Considérant qu'il est envisagé de prévoir des dispositifs reposant sur le procédé de l'éclairage dynamique, présentant le double avantage d'assurer un éclairage précis et ciblé en fonction de l'usage du parcours VITA, mais également une économie d'énergie et une limitation des dépenses énergétiques ;

Considérant la volonté de la Commune de Jurbise d'exécuter un investissement au niveau de l'éclairage public, d'accroître la sécurité des usagers et d'améliorer la convivialité des lieux ;

Considérant qu'en vertu des articles 3 A.5, 9 et 47 des statuts d'ORES ASSETS, à laquelle la Commune est affiliée, celle-ci s'est dessaisie à titre exclusif et avec pouvoir de substitution du service de l'éclairage public, ORES effectuant ces prestations à prix de revient ;

Considérant dès lors que la Commune doit charger directement ORES ASSETS de l'ensemble des prestations de services liées à ses projets en matière d'éclairage public ;

Considérant la délibération du Conseil communal, en séance du 30 mai 2017, par laquelle la Commune a marqué un premier accord, à l'unanimité, sur le projet, l'offre de prix provisoires présentés par ORES ASSETS et les principes de travaux et de réalisation des prestations de service liées ;

Considérant la Centrale de marché de travaux organisée par ORES ASSETS pour compte des communes ;

Considérant qu'ORES ASSETS assure ses prestations (études, suivi administratif, gestion des marchés, suivi de chantier et tenue à jour de la base patrimoniale) au taux de 16,5% ;

Considérant l'offre de prix transmise par ORES ASSETS, en date du 25 juin 2018, pour la réalisation des travaux nécessaires à l'installation de dispositifs d'éclairage dynamique sur le parcours VITA du parc communal, offre de prix s'élevant à un montant total définitif de 67.187,71 € HTVA ou 81.297,13 € TVAC ;

Considérant que ce montant comprend notamment l'acquisition des fournitures, la réalisation des travaux et les prestations d'ORES ASSETS ;

Considérant le montant des fournitures, inférieur à 30.000 € HTVA ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 20 novembre 2018, obtenu le 10 décembre 2018, et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018, article 764/72360:20180051, ainsi qu'en modification budgétaire n°2 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018 ;

Sur proposition du Collège communal ;

**Décide, à l'unanimité :**



**Article 1<sup>er</sup>** : de marquer son accord sur le projet d'aménagement, élaboré par ORES ASSETS, des installations d'éclairage public du Parcours VITA du parc communal, pour un budget estimé à 67.187,71 € HTVA ou 81.297,13 € TVAC.

**Article 2** : de lancer un marché public de fournitures de matériel d'éclairage public nécessaire à l'exécution de ce projet, pour un montant estimé de 21.195, 52 € HTVA ou 25.646,57 € TVAC, par procédure par simple facture acceptée sur base de l'article 92 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics

**Article 3** : d'approuver les plans et les documents du marché (annexes, modèles d'offres) présentés, relatifs à ce marché de fourniture.

**Article 4** : d'arrêter la liste des fournisseurs à consulter comme suit :

- Lot 1 : luminaires fonctionnels équipés de LED
  - SCHREDER : ZI, rue du Tronquoy, 10 – 5380 Fernelmont
  - FONDERIE ET MECANIQUE DE LA SAMBRE : rue des trois frères Servais 44 – 5190 Jemeppe-sur-Sambre
  - BIS LIGHTING : Jetsesteenweg 409 – 1090 Bruxelles
- Lot 2 : candélabres
  - PYLONEN DE KERF : rue Monchamps 3A – 4052 Beaufayt
  - ARCOS BVBA : Vrijheid 54 – 9500 Ophasselt
  - METALOGALVA : avenue Guillaume Poels 8-10 – 1160 Auderghem
- Lot 3 : modules de gestion
  - SMARTNODES SA : Liège Science Park, rue Bois St-Jean 29 – 4102 Ougrée
  - LACROIX SOGEXI : rue de Maupas 1 – 69380 Les Chères (France)
  - SCHREDER : ZI, rue du Tronquoy, 10 – 5380 Fernelmont

**Article 5** : concernant les travaux de pose requis pour l'exécution du projet, de recourir à l'entrepreneur désigné dans le cadre du marché pluriannuel relatif aux travaux de pose d'installations d'éclairage public pour la Région administrative de Wallonie picarde, chargée du suivi des travaux, notamment pour l'Administration communale de Jurbise, conclu par ORES.

**Article 6** : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente délibération.

**Article 7** : de financer ces prestations par le crédit inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018, article 764/72360:20180051, ainsi qu'en modification budgétaire n°2 du service extraordinaire du Budget communal, exercice 2018.

**Article 8** : de transmettre un exemplaire de la présente délibération à ORES ASSETS ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier pour suites voulues.

***Monsieur Dessilly intègre la séance***

**27. Travaux** – Travaux de curage du Rieu Bacarte à Masnuy St Jean – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 144.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Attendu le cahier des charges N° 2018-16-SG-GU relatif au marché "Travaux de curage du Rieu Bacarte à Masnuy St Jean" établi par le Service Travaux ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 43.787,30 € hors TVA ou 52.982,63 €, 21% TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 482/735-60 (n° de projet 20180032) et sera financé par emprunt ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 19 novembre 2018, obtenu le 26 novembre 2018 et qu'il s'avère favorable ;

### **Décide, à l'unanimité,**

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2018-16-SG-GU et le montant estimé du marché "Travaux de curage du Rieu Bacarte à Masnuy St Jean", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 43.787,30 € hors TVA ou 52.982,63 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 482/735-60 (n° de projet 20180032).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- 1. Proposition de résolution du groupe Alternative citoyenne** ayant pour objet de préciser la position du Conseil communal de Jurbise quant aux écarts au Schema de Développement communal

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Madame Senecaut présente le contenu de la résolution suivante :*

« Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,

Vu la proposition de résolution du groupe Alternative Citoyenne visant à préciser la position du conseil communal de Jurbise quant aux écarts au schéma développement communal.

Rappelant que tout schéma de développement communal comprend une analyse contextuelle qui comporte les principaux enjeux territoriaux, les perspectives et les besoins en termes sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité ainsi que les potentialités et les contraintes du territoire.

Rappelant que la stratégie territoriale définit les objectifs communaux de développement territorial et d'aménagement du territoire à l'échelle communale. Rappelant que les objectifs communaux visent la lutte contre l'étalement urbain et l'utilisation rationnelle du territoire et des ressources, le développement socio-économique et de l'attractivité territoriale, la gestion qualitative du cadre de vie et la maîtrise de la mobilité.

Rappelant que les problèmes de mobilité, de développement et de la qualité de vie sont des priorités pour les Jurbisiens et que de nombreux litiges liés à l'occupation de l'espace sont constatés, notamment le long et autour de la RN56.

Rappelant que le schéma de développement communal a été établi à l'initiative du conseil communal et que ce document a fait l'objet d'un vote unanime du conseil communal.

Considérant que ce document n'a toutefois pas de valeur obligatoire et que des écarts à celui-ci sont possibles. Considérant qu'accepter les écarts signifie anéantir grandement l'utilité du schéma de développement communal.

Considérant que tout écart éventuel devrait constituer une exception dûment motivée, expliquée devant le conseil communal et ne pas contrevenir aux objectifs de développement durable inscrits dans les valeurs de Cittaslow, à savoir : s'engager à appliquer une politique environnementale qualitative, prôner l'économie locale, aménager le territoire, encourager les valeurs de l'hospitalité et de la mobilité.

Considérant qu'il convient de se montrer ferme vis-à-vis d'installation d'entreprises, de commerces et de toute exploitation qui contreviendrait au schéma de développement communal, le groupe alternative citoyenne dépose la présente proposition de résolution visant d'une part, à préciser la position du conseil communal de Jurbise de ne pas autoriser les écarts au schéma du développement communal et, d'autre part, à mettre en œuvre un plan urbanistique ambitieux reprenant les mesures d'aménagements telles que prévues par le Schéma de Développement Communal (partie V).

Article 1<sup>er</sup> : le conseil communal adopte la décision de principe de ne plus accepter les écarts au schéma de développement communal.

Article 2<sup>ème</sup> : le conseil communal adopte la décision de mandater le service urbanistique pour définir un plan d'action visant à mettre en œuvre les mesures d'aménagement telles que prévues par le Schéma de Développement Communal (partie V). »

*Pour le groupe Liste du Bourgmestre, l'Echevin de l'Urbanisme apporte les éléments de réponse suivants :*

« L'attachement des Collèges précédents et actuel au développement progressiste de l'aménagement local du territoire est démontré par leurs réalisations, qui ont contribué au succès de l'entité. La proposition de l'opposition ne peut être acceptée pour de multiples raisons et notamment :

- l'article D.IV.14 du CoDT institue le Collège communal comme autorité compétente, de principe, pour statuer sur les demandes de permis d'urbanisme ; la proposition revient à transférer cette compétence au Conseil communal dès qu'un projet s'écarter d'un schéma de développement communal (ci-après « SDC »), de sorte que cette proposition est *contra legem*;
- Selon l'article D.II.16 du CoDT, le SDC a valeur indicative : des mesures pour le rendre contraignant violent sinon la loi, l'esprit de la loi ;
- un schéma de « développement » doit contribuer au développement. Il ne peut devenir un carcan ; les indications contenues dans ce schéma doivent être adaptables dans certaines circonstances d'autant plus qu'il est ancien ;
- l'article D.IV.5 du CoDT prévoit des conditions strictes pour pouvoir s'écarter d'un tel schéma, ce qui garantit l'utilité et le respect de celui-ci ; refuser systématiquement tout écart pourrait s'avérer contraire au bon aménagement de lieux et donc aux objectifs du Code et de la politique communale ;
- se condamner à refuser par avance toute proposition, c'est manquer d'ouverture d'esprit;
- notre philosophie politique, ce n'est pas la technocratie. Les fonctionnaires, quels que soient leurs compétences et leur enthousiasme ne sont pas des élus. Leur déléguer des pouvoirs appartenant aux représentants des électeurs, c'est un déni de démocratie ;
- notre philosophie politique, que les électeurs ont massivement soutenue aux élections d'octobre, s'oppose à un interventionnisme exacerbé ».

*Suite à cette réponse de l'Echevin, Madame Senecaut propose d'adapter la résolution, afin de faire en sorte que ce soit le Collège communal, et non l'Administration, qui soit compétent pour travailler sur un plan d'action visant à mettre en œuvre les mesures d'aménagement préconisées par le Schéma de Développement Communal, et pour faire en sorte de respecter ce Schéma de manière inconditionnelle.*

*La Présidente rétorque à Madame Senecaut qu'une telle démarche serait illégale, car une telle compétence n'est pas du ressort collégial. Elle confirme avoir sollicité, à ce propos, un avis juridique spécialisé.*

*Monsieur Delhaye, prenant en exemple un autre dossier problématique, à savoir celui du restaurant savoyard prévu le long de la RN 56 et qui fait actuellement l'objet d'une enquête publique, estime par conséquent que sur les bases exposées par la majorité, le Schéma de Développement communal ne correspond plus à la vision communale en matière de développement urbanistique, alors que la Commune avait ici l'occasion de lancer un signal fort en la matière.*

*La Présidente rétorque, à ce propos, que la majorité a été attentive au respect des prescriptions urbanistiques communales et est à la base des vérifications et démarches imposées aux propriétaires de ce bien, démarches desquelles ont découlé l'introduction de la demande de permis et l'enquête publique, qui n'était pourtant pas obligatoire.*

Sur ce, **la Présidente soumet au vote la résolution ci-dessus, et l'assemblée décide de la rejeter avec 16 voix contre et 4 voix pour.** Mmes Senecaut et Carion, et Mrs Delhaye et Auquière votent en sa faveur, tandis que le reste de l'assemblée vote contre.

- 2. Proposition de motion du Groupe Alternative citoyenne** pour le maintien de toutes les boîtes aux lettres de Bpost sur le territoire de tous nos villages

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Madame Senecaut présente la proposition suivante :*

« Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,

Vu la proposition de motion visant au maintien de toutes les boîtes aux lettres de BPOST sur le territoire de tous nos villages par le groupe Alternative Citoyenne.

Considérant que BPOST a annoncé récemment que 3000 boîtes aux lettres rouges sur 13.000 allaient être supprimées en Belgique d'ici le mois de mars. Considérant que pour Jurbise, trois boîtes aux lettres situées sur les entités de Masnuy-Saint-Jean (rue des Masnuy), Herchies (rue du Trieu) et Erbisoeul (rue Basse) allaient être supprimées.

Considérant que plus de 15 % de la population jurbisienne a plus de 65 ans. Considérant que la fracture numérique demeure malheureusement une réalité.

Considérant que les facteurs passent à des heures irrégulières ce qui ne permet plus aux habitants de pouvoir remettre leur courrier en main propre au facteur.

Considérant que c'est dans ce but que le groupe Alternative Citoyenne demande au collège d'intervenir auprès du ministre DE CROO chargé de la tutelle sur la poste afin qu'il soit demandé le maintien de toutes les boîtes aux lettres dans nos villages.

Le Conseil communal décide :

Article 1<sup>er</sup> : d'inviter le Collège communal à demander d'intervenir auprès du ministre DE CROO chargé de la tutelle sur la poste afin d'exiger le maintien de toutes les boîtes aux lettres dans nos villages. »

*Pour le groupe Liste du Bourgmestre, la Présidente propose, tout en étant consciente des difficultés qui pourraient découler de cette décision de La Poste, de rejeter cette proposition du groupe Alternative Citoyenne, compte tenu du fait que le Collège communal a déjà été informé le 19 novembre dernier de cette décision de BPost, par un courrier daté du 13 novembre, et qu'il semble dès lors tardif de se manifester fin décembre auprès du Ministre compétent pour essayer de l'amener à revoir sa décision.*

*Par ailleurs, la Présidente rappelle que seules 3 boîtes aux lettres seront supprimées sur l'entité jurbisienne, ce qu'elle regrette tout en souhaitant nuancer l'impact concret pour la population.*

*La Présidente propose toutefois, sur demande de Mme Senecaut, d'écrire malgré tout au Ministre, tout en précisant ne guère entretenir d'espoir sur une réponse favorable.*

Sur ce, **la Présidente met au vote la proposition ci-dessus, et l'assemblée décide de la rejeter, avec 16 voix contre et 4 voix pour.** Mmes Senecaut et Carion, et Mrs Delhaye et Auquière votent en sa faveur, tandis que le reste de l'assemblée vote contre.

### **3. Question(s) orale(s).**

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Monsieur Delhaye pose la première question suivante :*

« Plusieurs riverains se trouvent en contact avec la Commune concernant la vitesse excessive sur le Chemin du prince à Erbisoeul et les plateaux ralentisseurs jugés inadaptés. Un plan d'action

impliquant la police et le SPW semble à l'étude par rapport aux demandes des habitants. Notre groupe souhaiterait être informé sur l'état d'avancement de ce dossier et les initiatives prévues ».

*La Présidente répond à Monsieur Delbaye que sur base d'un rapport circonstancié de la Zone de police Sylle et Dendre, obtenu récemment, un nombre conséquent de contrôles préventifs ont été réalisés sur cette voirie, et le radar préventif a également été installé. Les résultats et données obtenus sont rassurants, seuls 9 procès-verbaux ayant notamment été dressés suite au contrôle de 281 véhicules. Dans le même ordre d'idée, l'analyseur de trafic (placé dans les deux sens de circulation) n'a pas révélé un nombre excessif de passages de poids lourds. Enfin, à travers un courrier rédigé par l'agent du Service Public de Wallonie compétent pour le territoire communal, confirmation a été obtenue du caractère parfaitement conforme des dispositifs ralentisseurs installés sur le Chemin du Prince.*

*La Présidente conclut son intervention en annonçant à l'assemblée l'installation imminente d'un radar répressif sur le Chemin du Prince à Erbisoeul, et sa volonté de constituer une Commission du Bourgmestre destinée à la tenue de discussions sur ces questions, en collaboration avec l'opposition.*

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Monsieur Auquière pose la seconde question suivante :*

« Quand sera disponible le nouveau parking de la gare et quelles sont les mesures prises pour assurer la sécurité des habitations situées le long du parking actuel ? Le parking sauvage à la gare de Jurbise empire de mois en mois. Il n'y a plus aucun respect des marquages au sol (ils sont un peu effacés mais restent visibles). Certains jours, il devient donc difficile de circuler entre les voitures mal stationnées. Si cela ne constitue qu'un désagrément pour les usagers du parking, la situation est problématique pour l'accès à des véhicules de secours (pompiers, protection civile) qui devraient se rendre dans les logements situés dans la rue de la Fabrique. Des mesures vont-elles être prises pour qu'un passage suffisant soit assuré à ce type de véhicules ? »

*Pour la majorité, la Présidente répond que la Zone de police a été sensibilisée à cette problématique, et que plus de 40 procès-verbaux ont par ailleurs été réceptionnés cette semaine par le Fonctionnaire sanctionnateur communal pour des infractions au stationnement. Un travail préventif est régulièrement réalisé auprès des navetteurs, dont il découle qu'une partie non négligeable de ceux-ci provient de Soignies, Mons et Chièvres.*

*La Présidente indique également que des travaux de marquage au sol seront réalisés sur le plateau de la gare, en collaboration entre la Zone et la Commune, tandis que le nouveau parking est attendu pour février-mars.*

*La Présidente conclut en invitant tout citoyen, témoin d'un risque d'obstruction du passage pour les véhicules de secours, de le signaler à la police, et évoque le projet de stationnement limité qui sera développé en 2019 le long de la RN 56, aux abords des différents commerces, ce qui devrait permettre de limiter le phénomène des « voitures ventouses ».*

*Monsieur Auquière insiste sur le constat, réalisé par ses soins, selon lequel la voie vers la rue de la Fabrique est obstruée près de 3 jours sur 5, et s'interroge sur les conséquences potentielles si un camion de pompiers, par exemple, devait atteindre un bâtiment sur cette rue.*

*La Présidente lui confirme qu'elle se chargera d'interpeller à nouveau la Zone de police à ce sujet.*

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Monsieur Auquière pose la troisième question suivante :*

« Nul ne peut nier l'utilité de l'application Betterstreet et la rapidité de l'Administration Communale pour résoudre les incidents signalés. Nous souhaiterions donc connaître le bilan de l'application Betterstreet. Quel est le coût annuel de cette application ? Combien d'années ont été prévues dans

le marché public pour le paiement de la maintenance de cette application ? Combien d'incidents sont déclarés par mois ? De quelle nature sont ces incidents ? Serait-il possible de disposer des statistiques habituellement disponibles sur ce genre de plateforme ? »

*La Présidente, après avoir confirmé à l'assemblée le fonctionnement utile et pratique de cette application – tant pour les citoyens que pour les services communaux – précise à Monsieur Auquier que le coût de l'abonnement annuel à l'application est de 6.050 €, mais propose de lui fournir les statistiques sollicitées à l'occasion de la prochaine séance du Conseil, l'extraction de celles-ci nécessitant un minimum de délai dont l'Administration ne disposait pas entre la réception de sa question et la tenue de la présente séance.*

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Madame Senecaut pose la quatrième question suivante :*

« Il y a quelques mois, lors de la précédente mandature, le groupe PS avait posé une question relativement à l'ALE. Pouvez-vous nous dire où en est la situation ? Où en sont les procédures ? D'après nos informations, aucun cantonnement de sommes n'a été effectué de telle sorte que l'agence locale pour l'emploi risque d'être confrontée à des intérêts importants. La situation financière et de gestion du personnel s'avérant difficile au sein de cette structure, ne serait-il pas opportun que le nouveau conseil d'administration soit sollicité pour présenter un plan d'action à long terme ? »

*La Présidente donne lecture à l'assemblée d'un courrier reçu le 4 décembre dernier de la Présidente de l'ALE ; toutefois, tant la majorité que l'opposition constatent que ce courrier ne répond aucunement aux interrogations soulevées durant l'année 2018 par le Conseil communal, et marque un accord unanime sur la proposition d'interpeller à nouveau l'ALE sur sa situation.*

*Pour le groupe Alternative citoyenne, Madame Senecaut pose la cinquième et ultime question suivante :*

« Le groupe Alternative Citoyenne a été interpellé relativement à la construction d'un magasin Aldi sur la route d'Ath en face de l'école Saint-Louis et du drink Mauroy.

Une demande de permis d'urbanisme, d'environnement, et d'implantation d'un commerce a été déposée auprès de la Commune de Jurbise qui a demandé les avis notamment à la Région Wallonne, aux pompiers, à l'IDEA...

Le permis est également soumis à une enquête publique qui se clôturera sauf erreur le 19 décembre prochain.

Aldi a déjà fait l'acquisition de plusieurs immeubles avec option, ce qui laisse penser que le groupe a tout espoir de s'implanter sans difficulté sur notre commune.

L'endroit envisagé est repris au plan de secteur comme étant une zone d'habitat. Le plan de secteur a une valeur réglementaire.

La Commune a adopté il y a déjà quelques années un autre outil soit le Schéma de Structure qui a été adopté à l'époque à l'unanimité par le Conseil communal.

Dans le Schéma de Structure, la zone est reprise comme étant résidentielle à végétation dense. La position d'Aldi serait de tenter de faire croire qu'ils pourraient s'intégrer – quod non - dans cette zone.

Le groupe Alternative Citoyenne pose les questions suivantes :

N'est-il pas temps que la commune puisse avoir une position claire au niveau de son développement économique. Nous restons persuadés que si la Commune avait adopté une position tranchée, il y a déjà bien longtemps, Aldi n'aurait même pas pensé pouvoir s'implanter sur notre

entité dans une zone reprise en zone d'habitat dans le plan de secteur. Si Aldi fait les démarches et va jusqu'à acquérir des immeubles, c'est qu'ils pensent pouvoir raisonnablement s'installer dans cette zone en dépit de la violation du plan de secteur.

Quels que soit les avis adoptés par la Région Wallonne et les pompiers (et nous ne pouvons pas penser que ceux-ci soient positifs), quelle sera la position adoptée par la Commune ?

Le plan qui a été remis par Aldi est excessivement vague. Nous ignorons ainsi sur le plan où se situeront la cabine haute tension, la boucherie, le groupe de froid... Le dossier semble être incomplet sans doute de manière volontaire. Peut-être que le groupe veut se réserver la possibilité d'introduire un nouveau permis si la demande actuelle lui est refusée.

Une ouverture de voirie devra être envisagée et nous ignorons tout de la volonté du magasin et de la Commune quant à ce. Y aura-t-il un « tourne à droite » organisé à partir de la Commune ?

Le choix du lieu est également problématique pour des questions de sécurité. Le « Carrefour du Dragon » qui est un endroit particulièrement accidentogène est situé à proximité en sus de la présence d'une école.

Enfin, vous n'ignorez pas que les riverains qui sont nombreux auront - si le projet est adopté - un magasin Aldi dans leur jardin. Il va de soi que les immeubles perdront de leur valeur immanquablement. »

*Pour le groupe Liste du Bourgmestre, l'Echevin de l'Urbanisme apporte les éléments de réponse ci-dessous.*

« Je tiens d'abord à rappeler que les préliminaires aux questions posées par le groupe « Alternative Citoyenne » n'engagent que lui. Nous répondons néanmoins à ses questions mais je tiens à préciser que l'enquête publique se termine ce mercredi 19/12. Le dossier ne sera donc soumis au Collège communal que par la suite.

En ce qui concerne votre première question sur le fait que « *la Commune devrait avoir une position claire au niveau de son développement économique* » : avoir une position tranchée avant que l'on vous pose une question, c'est avoir des préjugés. La Commune entend examiner, au cas par cas, dans le respect des lois et de la démocratie, toutes les propositions qui lui seront légalement adressées dans le cadre de ses compétences.

A votre question sur « *les avis adoptés par la Région wallonne et les pompiers (et nous ne pouvons pas penser que ceux-ci soient positifs), quelle sera la position adoptée par la commune ?* » : il s'agit d'une répétition d'une question déjà posée plus ou moins dans les mêmes termes durant la campagne électorale. Il n'est pas sérieux de nous demander de prendre position avant que nous n'ayons eu le temps d'examiner le dossier complet. Il n'est pas sérieux non plus de nous demander de donner un avis partiellement à l'aveugle : pour satisfaire l'opposition, notre avis devrait en effet faire l'impasse sur les conclusions qui seront émises par des fonctionnaires frappés d'anathèmes par « Alternative citoyenne » (les pompiers et les agents de la Région wallonne) .

En ce qui concerne le fait que vous releviez ceci : « *le plan qui a été remis par Aldi est excessivement vague. Nous ignorons ainsi sur le plan où se situeront la cabine haute tension, la boucherie, le groupe de froid... Le dossier semble être incomplet sans doute de manière volontaire. Peut-être que le groupe veut se réserver la possibilité d'introduire un nouveau permis si la demande actuelle lui est refusée.*

Il s'agit non pas d'une question, mais d'une affirmation qui ne nécessite donc pas de réponse. Je me permettrai cependant, au nom du Collège, de vous faire observer que si trois directeurs de l'Administration wallonne ont permis le lancement des enquêtes, c'est parce que contrairement à Alternative Citoyenne, ils estimaient que le dossier était complet.



En ce qui concerne votre question relative à « une ouverture de voirie et s'il y aura un tourne à droite organisée à partir de la Commune » et au fait que « le choix du lieu est également problématique pour des questions de sécurité (carrefour du Dragon qui est un endroit particulièrement accidentogène est situé à proximité en sus de la présence d'une école) » : les observations sur le choix de l'endroit, la circulation, la sécurité, etc. constituent des considérations personnelles, non pas des questions.

Notre administration n'a pas été saisie à ce jour d'une demande relative à la voirie communale. L'intégration du projet à la voirie régionale relève des compétences de la Région, pas de celles du Collège. L'enquête publique se termine le 19 décembre. Le Collège prendra position quand le dossier sera en état, après avoir examiné l'ensemble des éléments du dossier.

*Au terme de cette réponse, Madame Senecaut insiste sur le fait qu'à l'examen du plan, il manque nombre d'éléments et qu'il est donc difficile de le considérer comme complet.*

*La Présidente rappelle que le dossier a été déposé à la Commune mais directement transmis, sans analyse par le Collège communal ou les services administratifs, au SPW, qui l'a jugé complet et a demandé à la Commune de Jurbise d'initier l'enquête publique. Il ne serait en aucun cas de l'intérêt de la Commune de s'exprimer sur ce dossier et d'arrêter déjà une position alors que l'enquête publique est toujours en cours, le risque étant alors réel de commettre une erreur de procédure susceptible d'être reprochée à la Commune.*

*Madame Senecaut rappelle pour sa part que des riverains n'ont pas hésité à engager des frais d'avocat pour se défendre, et veut se faire le relais de leur inquiétude à l'égard de cette demande de permis.*

*La Présidente lui rétorque qu'elle a elle-même conseillé aux riverains de recourir aux services d'un avocat, et rappelle une fois encore que ce n'est pas la Commune qui décidera, seule, de l'issue de ce dossier.*

*Monsieur Auquière et Madame Carion rappellent quant à eux la volonté du groupe Alternative Citoyenne de se montrer constructif au cours de cette mandature, et regrettent par conséquent les propos tenus par l'Échevin de l'Urbanisme à travers sa réponse, les jugeant inutilement agressifs.*

*Madame Carion souhaite également faire acter au procès-verbal qu'elle n'accepte pas que les termes « anathème » et « récupération politique », utilisés par la majorité à l'encontre du groupe Alternative Citoyenne, puissent viser son groupe, ce à quoi la Présidente lui rétorque qu'il est ici fait allusion aux échanges tenus sur les réseaux sociaux.*

*La Présidente clôture ici ce débat.*

#### **4. Gouvernance – Désignation d'une Présidente du Conseil communal, conformément à l'article L1122-34 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique ;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal, ainsi que les articles L1122-15, L1122-25 et L1126-1, §2, définissant les missions du Président du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Revu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en son article L1122-34 §3 et §4, dont il résulte que le Conseil communal peut élire un président d'assemblée parmi les conseillers communaux, de nationalité belge, issus des groupes politiques démocratiques, autres que les membres du Collège communal ;

Vu l'acte de présentation, déposé le 3 décembre 2018 entre les mains du Directeur général, et proposant la candidature à ce poste de Mme Caroline NELIS, conseillère communale du groupe Liste du Bourgmestre ;

Considérant que la candidate présentée rencontre les exigences et dispositions de l'article L1122-34 évoqué ci-dessus ;

Considérant que l'acte de présentation a été signé par la candidate proposée ainsi que par la moitié au moins des conseillers du seul groupe politique participant au pacte de majorité, la Liste du Bourgmestre, à savoir MM. Galant J., Caulier G., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridan M., Hotton-Vanderbecq S., Pelerieau J., Mauroy-Moulin-Stalpaert P., Pottiez P., Robette-Delputte F., Chanoine V., Dessilly V., Egels E., Decoster C., Danneau F., Leurident C., Wayembergh P.

Considérant que cet acte de présentation est conforme aux exigences et dispositions de l'article L1122-34 évoqué ci-dessus ;

Considérant par conséquent que cette candidature est recevable ;

**Procède à haute voix au vote sur la candidature présentée :**

20 conseillers participent au scrutin.

Tous les candidats votent pour la candidate proposée, à l'unanimité. Aucun candidat ne vote contre ou ne s'abstient.

En conséquence de quoi :

**Article unique.** - La candidature de Mme Caroline Nelis en qualité de Présidente du Conseil communal durant la mandature 2018-2024 est acceptée. Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre assurant la Présidence du Conseil, cède cette présidence à Madame Caroline Nelis, qui l'accepte.

*La Présidente déclare le huis clos.*